

REGLEMENT DE CONSULTATION



***Objet : Travaux de rénovation
énergétique du siège de la Communauté
de communes de Marie-Galante***

Marché public de travaux passé en application du code de la
commande publique

Procédure adaptée

(Conformément à l'article L2123-1 du Code de la Commande Publique)

Date et heure limite de remise des candidatures et des offres :

Le jeudi 23 mai 2024 à 17h00 (heure locale)

Date limite pour poser des questions : le 13/05/2024

Date limite de réponse aux questions : le 16/05/2024

SOMMAIRE

1. POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
2. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION.....	3
2.1. Objet et lieu d'exécution	3
2.2. Décomposition de la consultation	3
2.2.1. Allotissement et nomenclature.....	3
2.2.2. Phases du marché.....	3
2.3. CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT	4
2.3.1. DUREE DU CONTRAT ET DELAI D'EXECUTION PREVISIONNEL	4
2.3.2. MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	4
3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
3.1. Délai de validité des offres	4
3.2. Forme juridique du groupement.....	4
3.3. Variantes	4
4. DOSSIER DE CONSULTATION	5
4.1. VISITE OBLIGATOIRE DU SITE	5
4.2. CONSTITUTION DE L'OFFRE	5
4.3. DOCUMENTS REMIS PAR LE CANDIDAT AU TITRE DE SA CANDIDATURE	6
4.4. DOCUMENTS REMIS PAR LE CANDIDAT AU TITRE DE SON OFFRE	7
4.5. DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES	7
4.6. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	7
4.7. TRANSMISSION ELECTRONIQUE.....	8
4.8. TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER.....	8
5. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
5.1. SELECTION DES CANDIDATURES	8
5.2. ATTRIBUTION DES LOTS.....	8
5.3. NEGOCIATIONS.....	10
5.4. SUITE A DONNER A LA CONSULTATION.....	10
5.5. ADRESSES SUPPLEMENTAIRES ET POINTS DE CONTACT.....	10
5.6. PROCEDURES DE RECOURS	10

1. POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente consultation est lancée par la Communauté de communes de Marie-Galante, collectivité territoriale prenant la forme d'un établissement public de coopération intercommunale, légalement représentée par sa présidente, dénommée ci-après le pouvoir adjudicateur et, dans d'autres documents de la consultation, le maître d'ouvrage, et localisée à l'adresse suivante :

**Rue du Fort
BP 48
97112 Grand-Bourg**

2. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

2.1. Objet et lieu d'exécution

Cette consultation a pour objet la réalisation de travaux de rénovation énergétique au siège de la Communauté de communes de Marie Galante, soit un immeuble composé de bureaux et accueillant du public, situé à l'adresse suivante :

**Rue du Fort
BP 48
97112 Grand-Bourg**

Ces travaux ont pour objectif la mise en conformité technique, énergétique et fonctionnelle de l'immeuble aux normes actuellement en vigueur sur le territoire, dans une logique d'amélioration de l'accessibilité et du confort des usagers et du public.

2.2. Décomposition de la consultation

2.2.1. Allotissement et nomenclature

Le marché de travaux objet de la présente consultation est constitué d'un seul lot.

Codes CPV

09331200-0 : Modules solaires photovoltaïques

09331000-8 : Panneaux solaires

09330000-1 : Énergie solaire

09310000-5 : Électricité

45261210-9 : Travaux de couverture

2.2.2. Phases du marché

Ce marché de travaux est organisé en trois phases :

Phase 1	Phase 2	Phase 3
Préparation du chantier	Exécution des travaux	Réception des travaux
Etudes d'exécution		

Ces phases sont détaillées dans le CCTP.

La phase préparatoire de chantier organise les mesures de sécurité, elle s'exécute dans le même temps que la phase d'études d'exécution durant laquelle les entreprises devront élaborer et déposer les plans d'exécution de leurs travaux et participer à leur synthèse en étroite collaboration avec la cellule d'exécution.

Les titulaires sont tenus de participer activement et avec diligence au déroulement de chacune de ses phases, et en particulier aux phases préparatoires et d'études d'exécution qui contribuent directement à permettre la réalisation des travaux dans les meilleures conditions.

2.3. CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

2.3.1. DUREE DU CONTRAT ET DELAI D'EXECUTION PREVISIONNEL

Le présent marché de travaux s'exécute à compter de la notification du marché. Il est réputé terminé lorsque l'intégralité des réserves seront levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

Le délai d'exécution global des travaux est estimé à 6 mois maximum.

Le parfait achèvement des travaux est envisagé pour le mois de décembre 2025.

2.3.2. MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement.

3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3.2. Forme juridique du groupement

En application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer aux procédures de passation des marchés publics.

Aucune forme de groupement n'est imposée pour la présentation de l'offre, toutefois, si un groupement conjoint est désigné attributaire du marché, il pourra être contraint de se transformer en groupement solidaire pour l'exécution du marché.

Les candidats doivent indiquer dans leur offre la composition du groupement et la répartition entre ses membres.

3.3. Variantes

Les candidats peuvent soumettre, en plus de leur offre de base, une variante.

Les variantes seules ne sont pas acceptées. Le candidat qui dépose une variante est tenu de déposer une offre de base : toute variante doit être assortie d'une offre de base distincte, à peine d'irrégularité.

Seules les variantes portant sur les règles suivantes sont autorisées :

- Une variante est autorisée à condition qu'elle porte sur la puissance unitaire des capteurs dans le respect de la puissance minimale globale demandée au CCTP.

4. DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC),
- L'acte d'engagement (AE),
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Les CCTP spécifiques à chaque corps d'état et leurs annexes :
 - CCTP Corps d'état Photovoltaïque et plans
 - CCTP Corps d'état Couverture et plans
- La trame de mémoire technique à compléter par le candidat,
- Les formulaires de candidature : DC1, DC2, DC4.

Le DCE est mis à disposition gratuitement des candidats sur le profil acheteur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

La description des ouvrages et des équipements indiqués pour chaque lot n'est pas exhaustive. L'offre déposée par le candidat tient compte de tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des travaux du lot pour lequel il soumissionne.

4.1. VISITE OBLIGATOIRE DU SITE

Une visite préalable du site concerné par les travaux du présent marché est obligatoire. Lors de la visite, les candidats présents font signer l'attestation qui leur est fournie dans le DCE par le responsable du site désigné par l'acheteur.

Une première visite est prévue : **Le vendredi 3 mai 2024 à 10h00.**

Les candidats n'ayant pas pu y assister ont la possibilité de visiter les lieux **entre 10h00 et 12h00, sur rendez-vous, à une autre date (les jours ouvrés uniquement) comprise entre le lundi 6 mai 2024 et le lundi 13 mai 2024**, et convenue avec la collectivité.

Les personnes désignées par la collectivité pour l'organisation de ses visites et à contacter pour convenir d'un rendez-vous sont :

- Monsieur Ange Zeby-Goba : ange.zeby-goba@paysmariegalante.fr
- Monsieur Alain Valencé : alain.valence@paysmariegalante.fr
- Monsieur Johann Legras : johann.legras@paysmariegalante.fr

La visite du site concerné par les travaux est obligatoire L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite est déclarée irrégulière.

4.2. CONSTITUTION DE L'OFFRE

L'offre du candidat est rédigée à l'attention de :

**Madame la Présidente CCMGC.C.M.G
Rue du Fort – B P 48
97112 GRAND-BOURG**

4.3. DOCUMENTS REMIS PAR LE CANDIDAT AU TITRE DE SA CANDIDATURE

Au titre de sa candidature, l'offre du candidat est composée des pièces suivantes :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :	
Formulaire DC1 complété ou DUME complété	<p>Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent les formulaires DC1 (lettre de candidature) joint au dossier de consultation. Ces documents sont également disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).</p> <p>Si le candidat ne recourt pas au formulaire DC1, il joindra en plus de sa lettre de candidature une déclaration sur l'honneur, datée et signée justifiant :</p>
	<ul style="list-style-type: none">▪ Qu'il n'entre dans aucun cas d'exclusion de plein droit et facultatives prévus aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique ;▪ Qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
Pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat	Le candidat fournit une attestation.
Attestations fiscales et sociales	Le candidat démontre être à jour de ses obligations fiscales et sociales.
Extrait K bis du candidat ou équivalent	Le candidat fournit un extrait K bis ou document équivalent justifiant de l'identité sociale de l'entreprise.
RIB	Le candidat fournit son relevé d'identité bancaire.
Attestation de responsabilité professionnelle	Le candidat produit une attestation de responsabilité professionnelle en cours de validité et spécifique à ses missions et aux opérations concernées par le présent marché de travaux. S'il se voit attribuer le marché, le candidat devra être couvert pendant toute la durée d'exécution du marché.
Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :	
Formulaire DC2 complété	<p>Ce document est à compléter par chacun des membres en cas de groupement.</p> <p>Le candidat en redressement judiciaire devra produire copie du ou des jugements prononcés à cet effet (en cas d'utilisation du formulaire DC2, le candidat veillera à compléter la rubrique D2).</p>
Déclaration du chiffre d'affaires	Le candidat déclare son chiffre d'affaires pour les trois derniers exercices disponibles.

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :	
Liste des principales prestationssimilaires	Le candidat produit une liste des principales prestations similaireseffectuées au cours des trois dernières années, si possible accompagnées d'attestations de fin d'exécution. Cette liste devrapréciser la nature des prestations réalisées, la période et le destinataire public ou privé.
Certificats de formation auxtravaux en hauteur	Uniquement pour les lots 1 (climatisation), 3 (photovoltaïque) et 6 (couverture), les candidats démontrent être formés aux travaux enhauteurs : équipes internes comme sous-traitants.
Certificat QUALI-PV, QUALIFELEC ou équivalent	Uniquement pour les lots 3 (photovoltaïque) et 4 (mobilité douce).
Mention IRVE ou équivalente	Uniquement pour le lot 4 (mobilité douce). Le candidat doit disposer d'une habilitation à l'installation des infrastructures de recharge, conformément à l'article R. 4544-9 du code du travail et au décret n°2017-16. Cette habilitation est délivrée par un organisme de qualification accrédité. Cette qualification s'appuie sur un module de formation agréé par l'organisme de qualification accrédité.

4.4. DOCUMENTS REMIS PAR LE CANDIDAT AU TITRE DE SON OFFRE

Au titre de sa proposition commerciale, l'offre du candidat est composée des pièces suivantes :

Trame de mémoire technique complétée	Le candidat construit son mémoire technique en complétant la trame de mémoire technique fournie dans le DCE.
DPGF complétée	Le candidat complète la pièce financière intitulée « décomposition du prix global et forfaitaire » communiquée dans le DCE.
Attestation de visite signée par l'acheteur	La visite préalable du site concerné par les travaux est obligatoire. La signature du document par l'acheteur atteste de la participation du candidat à la visite.
CCAP et CCTP paraphés	Le candidat remet à l'acheteur une version du CCAP et du CCTP paraphée à chaque page et signée par lui.

Le défaut de remise de l'une des pièces précitées aux articles 6.1 et 6.2 du présent règlement de consultation vaudra refus de candidature.

4.5. DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

Les offres sont à remettre **avant la date et l'heure limites fixées en page de garde du présent document, obligatoirement de façon dématérialisée** à l'adresse URL suivante : www.eguadeloupe.com

4.6. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document, soit **avant le 23 mai 2024 17h00.**

4.7. TRANSMISSION ELECTRONIQUE

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : www.eguadeloupe.com.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Il est possible d'envoyer une copie de sauvegarde sur support physique électronique (clé usb, CD). Celle-ci ne sera ouverte qu'en cas de nécessité.

Il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

4.8. TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

5. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1. SELECTION DES CANDIDATURES

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

En application de l'article R 2144-2 du Code de la commande publique, en cas d'absence de certaines pièces, le pouvoir adjudicateur pourra demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous.

La communauté de communes de Marie-Galante élimine les candidatures qui, en application de l'article R 2144-7 du Code de la commande publique, ne peuvent être admises.

5.2. ATTRIBUTION DES LOTS

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R 2152-1 et R 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les offres seront analysées selon les critères suivants :

Critère 1 : Prix des prestations		50%
Prix au vu du montant total global et forfaitaire HT fixé dans la DPGF	La note relative au « prix des prestations » ira au bénéfice du candidat présentant le prix le plus bas. Chaque candidat devra présenter une décomposition de prix globale et forfaitaire détaillée.	
Critère 2 : Valeur technique		45%
Valeur technique de l'offre au vu du mémoire technique	Ce critère est décomposé selon les deux sous-critères suivants :	
Sous-critère 2.1 : Moyens humains et matériels		20%
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Présentation des moyens humains mobilisés 	Notamment : les effectifs et les qualifications du personnel dédié à l'exécution du marché, l'organigramme de l'équipe, le curriculum vitae du personnel encadrant...	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Qualité et performance des matériaux envisagés et/ou des appareils ou procédés proposés 	Notamment l'aspect, la constitution, la résistance au feu, la durabilité, etc...). La qualité et la performance seront démontrées et justifiées au moyen de tous documents techniques et (dont certificats) pertinents qui devront être joints en annexe au mémoire technique.	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Qualités esthétiques et fonctionnelles de la solution proposée 	Notamment : l'ergonomie, la cohérence avec l'esthétique générale du site, la pertinence des fonctionnalités proposées...	
Sous-critère 2.2 : Méthodologie et organisation		25 %
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Méthodologie et organisation 	Le candidat explique sa méthodologie et ses modalités d'organisation pour exécuter le marché et ses conditions de garantie. Il démontre notamment sa compréhension du projet et l'adéquation des travaux qu'il propose au vu du CCTP commun et de celui du lot concerné.	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Planning prévisionnel proposé 	Le candidat est invité à justifier et optimiser les délais sur lesquels ils s'engage.	
Critère 3 : Valeur environnementale		5%
Notamment méthodologie de traitement et de valorisation des déchets, recyclage des matériaux et des moyens employés		

La description des critères 2 « valeur technique » et 3 « valeur environnementale » n'est pas limitative.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

5.3. NEGOCIATIONS

A l'issue de l'analyse des offres, l'acheteur se réserve le droit, pour chaque lot, d'inviter les trois candidats classés en meilleure position à entretenir des négociations.

5.4. SUITE A DONNER A LA CONSULTATION

Le candidat retenu ne bénéficiera de la qualité de titulaire qu'à compter de la réception de la notification. Les candidats dont l'offre n'a pas été retenue seront informés du rejet de celle-ci, par lettre recommandée avec accusé de réception.

5.5. ADRESSES SUPPLEMENTAIRES ET POINTS DE CONTACT

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : www.egueloupe.com.

A l'occasion de la visite du site, les entreprises peuvent poser des questions auxquelles l'acheteur peut répondre. Les entreprises sont invitées à prendre note de leurs questions et à les réitérer par écrit, via le profil acheteur.

Une réponse sera alors adressée via le profil acheteur, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, au plus tard le 21 avril 2023, soit 6 jours avant la date limite de remise des plis.

Les questions doivent être posées à l'acheteur **au plus tard le 13 mai 2024**, soit 10 jours avant la date limite de remise des plis.

5.6. PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Basse-Terre

6 Rue Victor Hugues,

97100 Basse-Terre

0590 38 49 00

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.